
Défection, prise de parole et loyauté : Incertitude et reconfiguration autoritaire dans le Maroc de Mohammed VI

Marta Garcia de Paredes et Beatriz Tomé-Alonso



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/5840>

DOI : 10.4000/anneemaghreb.5840

ISSN : 2109-9405

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 10 décembre 2019

Pagination : 265-291

ISBN : 978-2-271-12971-0

ISSN : 1952-8108

Référence électronique

Marta Garcia de Paredes et Beatriz Tomé-Alonso, « Défection, prise de parole et loyauté : Incertitude et reconfiguration autoritaire dans le Maroc de Mohammed VI », *L'Année du Maghreb* [En ligne], 21 | 2019, mis en ligne le 05 décembre 2019, consulté le 03 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/5840> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.5840

Ce document a été généré automatiquement le 3 février 2020.



L'Année du Maghreb est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Défection, prise de parole et loyauté : Incertitude et reconfiguration autoritaire dans le Maroc de Mohammed VI

Marta Garcia de Paredes et Beatriz Tomé-Alonso

NOTE DE L'AUTEUR

Cet article s'inscrit dans le cadre des résultats des projets de recherche « Crises et Processus de changement régional en Afrique du Nord : implications pour l'Espagne » (CSO2017-84949-C3-3-P) et « Crise et représentation politique en Afrique du nord. Dispositifs institutionnels et contestation » (CSO2017-84949-C3-2-P). Ces deux projets sont financés par le ministère espagnol de l'Économie, l'Industrie et la Compétitivité (MINECO), l'Agence espagnole pour la recherche (AEI) et le Fond européen de développement régional (FEDER) (2018-2021). Ce travail a pu aussi être réalisé grâce au financement de l'aide prédoctorale destinée à la formation de doctorants 2015 financée par le ministère de l'Économie et de la Compétitivité et le cofinancement du Fond Social Européen, accordée à Marta Gonzalez Garcia de Paredes et grâce au financement du Fonds de Recherche de l'Université Loyola Andalucía, accordé à Beatriz Tomé-Alonso.

Maroc

- 1 L'année politique 2018 est le point d'aboutissement d'un processus de tension politique. Initié en 2017, celui-ci avait, dans un premier temps, débouché sur la formation d'un gouvernement par lequel la monarchie, à travers ses partis satellites et plus particulièrement le Rassemblement national des indépendants (RNI), avait mis fin à l'apparente ouverture ayant permis aux islamistes modérés de diriger le gouvernement antérieur avec à sa tête le leader charismatique du Parti de la justice et du développement (PJD), Abdelilah Benkirane (Desrues, 2018a). C'est ainsi que le monarque et son entourage (*i.e.* les partis de l'administration et les forces de sécurité)

ont consolidé un autoritarisme renouvelé (Feliu et Parejo Fernández, 2012) répondant à la volonté du Roi de reprendre en main le contrôle de la direction politique du pays, en renforçant son hégémonie sur le système politique et en éloignant les quelques velléités réformistes qui s'étaient manifestées dans le sillage des mobilisations de 2011.

- 2 Le gouvernement, qui fait figure d'acteur quasi-secondaire dans un système parlementaire renforçant la centralité monarchique, a traversé au cours de l'année 2018 des crises internes récurrentes. Ces dernières ont été marquées non seulement par l'hétérogénéité de la coalition gouvernementale, mais aussi par les agendas clivants et les intérêts divergents des partis politiques.
- 3 En effet, les formations politiques, qui cherchent à la fois à renforcer leur notoriété et à se rapprocher des citoyens, aspirent également au rapprochement avec la monarchie (Desrues, 2018b). Le dernier parti politique à avoir restructuré sa direction est le Parti de l'Istiqlal (PI) : il a finalement désigné Nizar Barka comme secrétaire général. Cet économiste originaire de Rabat, et ancien ministre des Affaires étrangères dans le premier gouvernement de Benkirane en 2011 appartient à la très renommée famille El-Fassi¹. Les départs d'Hamid Chabat de la direction du PI et de Benkirane de celle du PJD mettent non seulement fin à l'ère populiste de la politique marocaine (Desrues et Fernández-Molina, 2013), mais sont aussi le signe de la fin d'une étape marquée par des leaders fortement médiatisés et capables de mobiliser de nombreux soutiens.
- 4 Sur le front des mobilisations sociales, même si les protestations du Rif ont été neutralisées (Desrues, 2018a), l'affrontement entre le régime et les éléments protestataires de la région s'est cristallisé en 2018 autour des poursuites judiciaires engagées à l'encontre des militants du *hirak* (mouvement protestataire) et de l'attente de la « manifestation » de la grâce royale. Bien que les soulèvements dans le Rif n'aient pas été suivis par un mouvement transversal d'envergure nationale, comme ce fut le cas avec le mouvement du 20 Février en 2011, d'autres révoltes et manifestations périphériques se sont produites comme celles de Zagora – connues sous le nom des « manifestations de la soif »² en raison du manque d'eau dans la région – et celle de Jerada après la mort de deux mineurs en décembre 2017³ symbolisant les mauvaises conditions de travail dans un secteur délaissé par les pouvoirs publics. D'autres protestations sont venues s'y greffer en début d'année. Enfin, à cette situation de désarroi social et politique viennent s'ajouter les absences répétées du roi Mohammed VI⁴ au cours de l'année 2017, un fait marquant compte tenu de la centralité du rôle du monarque dans la vie politique marocaine.
- 5 Tout ceci nous conduit à formuler deux interrogations principales : comment se sont (re)définis les pactes politiques et sociaux en réponse à la reconfiguration autoritaire que vit le pays en 2018 ? Et quelles tendances politiques ont émergé, se sont transformés ou se sont consolidées par rapport aux années précédentes ?
- 6 *In fine*, les événements qui ont marqué l'année 2018 illustrent dans leur déroulement la fameuse triade conceptuelle d'Albert O. Hirschman (1995) « Défection, prise de parole et loyauté »⁵.

Le Palais entre continuité et renouvellement

- 7 La première partie de cet article se focalise sur l'action du pouvoir monarchique et sa reconfiguration à travers les changements survenus dans le premier cercle de la famille

royale. Elle traite également de la diplomatie de Mohamed VI, de son jeu d'alliances et de ses soutiens intérieurs.

Reconfiguration du premier cercle du Palais

- 8 En février 2018, une photographie montrait le roi Mohammed VI dans une chambre de l'hôpital parisien Ambroise Paré, en convalescence entouré de ses enfants après avoir subi avec succès une opération pour soigner une arythmie cardiaque. La photographie révélait aussi l'absence de la princesse Lalla Salma qui avait fait l'objet auparavant d'une série de messages critiques envoyés aux médias. Cette absence et sa disparition depuis plusieurs mois de la scène médiatique semblaient indiquer un possible divorce. Les rumeurs se sont vite propagées dans les médias internationaux. Toutefois, elles n'ont été ni confirmées ni démenties par la presse marocaine qui s'est vu imposer le silence⁶. Cet événement a facilité la reconfiguration de l'entourage monarchique – à l'abri de la couverture médiatique nationale – en renforçant auprès du roi la présence de ses enfants, ainsi que celle de ses frères et sœurs et, plus particulièrement, la « petite » sœur du roi, Lalla Hasna, qui aurait désormais presque le statut d'une première dame du pays, selon certains médias⁷.
- 9 Par ailleurs, la famille royale s'est efforcée de transmettre une image de solidité, de stabilité et de continuité en montrant Mohammed VI entouré de sa famille lors des cérémonies et événements politiques officiels. Cependant, ce récit « royal » est fortement contesté par ceux qui souhaitent plus de transparence et qui veulent savoir où se trouve le roi qui au début de 2018 s'est montré beaucoup plus présent sur les réseaux sociaux – posant de façon informelle avec des chanteurs et des hommes politiques – que sur la scène politique nationale⁸.

Patriotisme et discipline : le retour aux vieilles recettes du contrôle social

- 10 En 2018, le souverain s'est principalement concentré sur le champ diplomatique, la direction de grands projets sociaux et l'exercice de son rôle d'arbitre du système politique. Aussi bien dans le cadre de ses rares apparitions, comme dans ses discours officiels, les questions relatives à la fonction publique, le développement, la stabilité, l'unité et la sécurité semblent l'emporter sur les récits démocratiques qui avaient prévalu dans le contexte du Printemps de 2011. Ainsi la monarchie a renforcé sa position centrale au sein du système politique à partir de trois axes :
 - (a) le leadership des grands projets de développement ;
 - (b) comme référence centrale eu égard à l'obligation de reddition des comptes de la fonction publique ;
 - (c) le renforcement du rôle de l'armée et de l'appareil de sécurité.
- 11 Dans le discours du Trône de 2018⁹, prononcé de façon très symbolique à Al Hoceima, Mohammed VI a proposé un modèle de développement fondé sur le renforcement des projets sociaux, comme celui de l'adoption d'un « Registre Social Unique » reposant sur la centralisation des aides aux familles à faibles revenus¹⁰ et le lancement de la troisième phase de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH)¹¹, ainsi que le renforcement des investissements nationaux et étrangers. Ainsi, le souverain se positionne à nouveau comme l'acteur de référence du développement social sans pour

autant répondre aux critiques que les mégaprojets axés seulement sur les grands centres urbains du Maroc ont pu soulever (Bogaert, 2018).

- 12 À Al Hoceima, Mohammed VI a aussi lancé un appel aux partis politiques, les invitant à devenir des médiateurs sociaux et des instruments de renouvellement des élites capables de devenir une force d'attraction pour la jeunesse :
« Il est vrai que les partis s'efforcent de s'acquitter au mieux de leur tâche. Néanmoins, il leur faudra attirer de nouvelles élites et inciter les jeunes à s'engager dans l'action politique, les générations d'aujourd'hui étant les mieux placées pour connaître les problèmes et les nécessités de leur époque. Les partis doivent également renouveler leurs méthodes de travail et rénover leurs modes de fonctionnement¹². »
- 13 Auparavant, durant le Forum national de la haute fonction publique, qui s'est tenu le 26 février à Skhirat¹³, Mohammed VI a mis l'accent sur le rôle de la fonction publique dans le modèle de développement national. Le monarque s'érigeait ainsi en garant de la *bonne représentation* (Parejo Fernández, 2015) et du consensus (Maghraoui, 2011). Ce récit renforce l'usage récurrent par le souverain du principe constitutionnel relatif à l'obligation de « rendre des comptes », par l'intermédiaire duquel il limoge des ministres et autres hauts fonctionnaires. Ainsi, l'obligation de rendre des comptes, rattachée à la théorie démocratique de la représentation (Pitkin, 1967), est devenue un instrument de pouvoir discrétionnaire de la monarchie qui se rapproche plus de l'idéal technocratique que du débat relatif à la responsabilité politique.
- 14 La Cour des Comptes¹⁴, organe chargé du contrôle des comptes publics, ainsi que du financement des partis politiques, dirigé depuis 2012 par le technocrate Driss Jettou, est une des pièces maîtresses de cette entreprise. C'est d'ailleurs après la publication de ses rapports que Mohammed VI a décidé d'appliquer le principe de l'obligation de « rendre des comptes »¹⁵. Sous couvert de la responsabilité politique, cette stratégie répond à une volonté de contrôle de l'exécutif dans la mesure où les responsables politiques sont redevables bien plus auprès du roi qu'auprès des électeurs.
- 15 Enfin, il faut mentionner le nouveau rôle que l'appareil de sécurité a acquis dans la gestion politique du pays en 2018. Des événements qui, au premier abord, ne semblent pas connectés, comme les absences répétées de Mohammed VI, la répression exercée dans le Rif ou à Jerada, le retour du service militaire obligatoire ou encore les rafles contre les immigrants sub-sahariens sont des indices communs du rôle croissant joué par les forces de sécurité au détriment d'une gestion politique des crises du pays. Le renforcement du secteur sécuritaire est incarné par Abdellatif Hammouchi, le responsable de la police (DGSN) et des services de contre-espionnage marocains (DGST). Accusé de torture et décoré par la France¹⁶ et l'Espagne¹⁷, Hammouchi est devenu une figure incontournable du régime¹⁸, non seulement en raison de son contrôle étroit du pays mais aussi pour son rôle dans la lutte contre le terrorisme¹⁹, un atout majeur dans les relations diplomatiques du Maroc avec l'Europe.
- 16 Mohammed VI a conforté le rôle prépondérant de Hammouchi en élargissant son domaine de compétence afin que la Direction de la sûreté du Palais – une unité qui dépend de la DGSN – puisse agir dans le domaine maritime et sur les voies fluviales²⁰. Ce soutien réaffirmé à l'appareil de sécurité a été accompagné par une polémique : dans le discours adressé à la nation pour le 65^e anniversaire de la « Révolution du Roi et du Peuple »²¹, Mohammed VI a annoncé l'instauration du service militaire obligatoire pour les jeunes entre 19 et 25 ans. Cette mesure répond à l'inquiétude de la monarchie

concernant les jeunes, perçus comme un facteur de déstabilisation du régime. Elle prétend ainsi, à travers leur affectation temporaire au sein de l'armée, les « discipliner » et les « inclure » au sein des appareils de l'État²², ce qui en même temps met en exergue l'incapacité des partis politiques à garantir une certaine perméabilité entre la société et la politique.

L'action extérieure : du renforcement du cercle africain aux turbulences avec les « frères arabes »

- 17 La monarchie s'efforce de consolider le monopole qu'elle exerce sur les affaires étrangères et la diplomatie pour en faire son domaine réservé exclusif (Desrués et Fernández-Molina, 2013 ; Fernández-Molina, 2016). Mohammed VI a réaffirmé la vocation africaine de la diplomatie marocaine en multipliant les contacts sur le continent, soit à travers ses partenaires traditionnels comme le Congo Brazzaville²³ ou le Gabon²⁴, soit en créant de nouveaux liens avec des pays situés en dehors de l'Afrique francophone comme le Kenya, l'Angola et le Soudan (Hernando de Larramendi et Tomé-Alonso, 2018). Cet élan vers l'Afrique subsaharienne, qui s'est concrétisé en 2017 par son retour dans l'Union africaine (UA) mettant un terme à de longues années de politique de la chaise vide, s'est poursuivi en 2018. En effet, le Maroc est entré au Conseil de la paix et de la sécurité de l'UA et a sollicité son adhésion à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La diplomatie marocaine affiche ainsi sa volonté de consolider ses liens avec le continent africain à travers le renforcement des relations commerciales et de sécurité militaire et « religieuse » dans une perspective gagnant-gagnant. L'influence du Maroc sur le champ africain est ainsi devenue « une alternative aux relations de dépendances des économies du Sud à leurs partenaires du Nord, qui sont en outre le plus souvent les ex-colonisateurs » (Messari, 2018).
- 18 Cependant, cette « grande stratégie africaine » ne se déploie pas sans difficultés (Saddiki, 2018) et sans nuire à d'autres engagements et intérêts nationaux et internationaux. Durant l'été 2018, diverses ONG ont dénoncé, par exemple, l'intensification des rafles contre les migrants africains, destinées à les éloigner des villes du Nord et de la frontière avec l'Europe²⁵. Selon le rapport « Coûts et blessures » du Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants (GADEM), entre juillet et septembre, ce sont 6 500 migrants sub-sahariens qui ont été déplacés²⁶. Cette opération clôt le programme de régularisation mis en marche par les autorités marocaines en 2014, et s'inscrit dans l'engagement du Maroc pour des migrations « sûres, ordonnées et régulières », dans le cadre du pacte mondial impulsé par les Nations Unies et adopté à Marrakech²⁷. Il convient de rappeler que, durant les premiers mois de 2018, les tensions entre le Maroc et l'Espagne, et par voie de conséquence avec l'Europe, sur la gestion migratoire ont resurgi avec l'augmentation considérable des entrées irrégulières de migrants, leur nombre passant de 22 900 en 2017 à 62 126 en 2018. Ceci représente une augmentation de 128 % d'une année à l'autre²⁸ – 40 % provenaient d'Afrique du Nord²⁹. Il n'est pas étonnant que les rafles déjà mentionnées aient coïncidé avec la réunion du président du gouvernement espagnol Pedro Sánchez et de la chancelière allemande Angela Merkel à Doñana dans le sud de l'Espagne, face aux côtes marocaines. À l'issue de cette réunion, le Maroc a obtenu un soutien financier pour la gestion de ses frontières³⁰.

- 19 À vrai dire, cet élan marocain vers l'Afrique ne s'est pas entièrement traduit par une prise de distance avec l'Europe. Le Maroc a maintenu au cours de l'année des contacts réguliers avec ses partenaires privilégiés, la France et l'Espagne, centrés sur la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et en matière d'immigration, après la fermeture de la route italienne en Méditerranée³¹. La présence de Mohammed VI à Paris pour la commémoration du centenaire de l'armistice de la Première Guerre Mondiale, à laquelle des soldats marocains participèrent, témoigne du maintien des bons rapports avec l'Hexagone³². D'ailleurs, le monarque était assis au premier rang, aux côtés de son fils Moulay Hassan et du président des États-Unis, Donald Trump. Quelque temps plus tard, le président français Emmanuel Macron s'est déplacé au Maroc pour inaugurer avec le roi la première ligne à grande vitesse (LGV) qui relie Tanger et Casablanca³³. Au-delà de la mise en scène des relations privilégiées avec les ex-puissances coloniales – bien que parfois fluctuantes comme c'est plus particulièrement le cas des rapports avec l'Espagne – et l'UE (Govantes, 2018) on peut parler d'un « processus de déseuropéanisation dissociée » (Fernández-Molina, 2018). Même si les relations économiques et commerciales du Maroc avec l'Union Européenne sont toujours caractérisées par une forte « interdépendance asymétrique », le Maroc prend de plus en plus ses distances par rapport à l'UE (Fernández-Molina, 2018). Les relations entre le Maroc et l'UE subissent les conséquences des soubresauts diplomatiques des dernières années, marquées par les sentences de la Cour de Justice de l'UE (CJUE) qui ont remis en question la *marocanité* du Sahara Occidental, ceci a été réaffirmé dans le contexte des négociations d'un nouvel accord de pêche en juillet 2018³⁴. Aussi les négociations de l'accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) ont-elles été ralenties, et ce sont l'Algérie et la Tunisie qui ont été les premiers États au Maghreb à approuver l'accord « en inversant l'ordre habituel aussi bien concernant l'intérêt que le rythme des réponses maghrébines aux initiatives européennes » (Fernández-Molina, 2018 ; Fernández-Molina, 2017b).
- 20 Sans pour autant laisser de côté ses partenaires habituels, le Maroc est plongé dans un processus d'élargissement et de recherche de nouvelles alliances (Abbouzahour et Tomé-Alonso, 2019). Le troisième cercle de la politique étrangère marocaine est constitué par ses relations avec les pays arabes, même si Mohammed VI n'a pas été à ce niveau aussi actif que son père Hassan II (Hernando de Larramendi, 2018). Au cours de l'année 2018 les relations avec l'Algérie, régies par la rivalité traditionnelle entre les deux pays (Hernando de Larramendi, 2019 ; Thieux, 2019 ; Fernández Molina, Feliu et Hernando de Larramendi, 2019) ont suscité un regain d'intérêt après que Mohammed VI a déclaré sa volonté de rapprochement envers son voisin maghrébin³⁵ dans son discours prononcé en commémoration de la Marche Verte³⁶. Mais ce sont surtout les relations avec le Moyen-Orient qui ont retenu l'attention en devenant une source de turbulences au cours des derniers mois de l'année. Le souverain marocain a été photographié à Paris en compagnie de l'héritier au trône de l'Arabie Saoudite, Mohammed Ben Salman et avec le Premier ministre libanais, Saad Hariri³⁷ dans une atmosphère détendue. Les images qui ont circulé sur les réseaux sociaux au mois d'avril semblaient indiquer l'existence de relations fluides et en progrès continu entre le Maroc et l'Arabie Saoudite. La rupture des relations diplomatiques avec l'Iran le 1^{er} mai après que le Maroc a accusé la République Islamique d'aider le Front Polisario à travers le Hezbollah semblait aller dans la même direction³⁸. La lecture de ce coup médiatique doit toutefois être resituée dans le contexte de la position marocaine en faveur de l'axe formé par l'Arabie Saoudite-États Unis qui marque la polarisation du Moyen-Orient.

- 21 Cependant, à partir de l'été les divergences et les invectives croisées se sont succédées. L'Arabie Saoudite a soutenu la triple candidature américaine à la Coupe du Monde 2026 face à la candidature marocaine ; le monarque saoudien a préféré la ville Saoudienne de Neom pour son repos estival à la ville de Tanger où il avait passé ses vacances précédentes et en novembre, à l'occasion du premier déplacement de Ben Salman à l'étranger, après le meurtre du journaliste Khashoggi, le Maroc a utilisé le prétexte d'une question d'agenda de Mohammed VI³⁹ pour ne pas recevoir le prince héritier. Il devenait ainsi le seul pays maghrébin à avoir éluder cette visite embarrassante, alors même que d'autres rumeurs indiquaient que c'était l'Arabie Saoudite qui avait boycotté la réunion⁴⁰. Par ailleurs, le Maroc n'a pas participé en fin d'année aux exercices militaires conjoints avec l'Arabie Saoudite après l'annonce faite par Nasser Bourita, le ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, de la décision de la diplomatie marocaine de « changer sa participation » dans la campagne militaire saoudienne au Yémen. Bien que le Maroc ait été impliqué, depuis le début, dans la coalition militaire dirigée par Ryad, Rabat s'est efforcé ces derniers mois de mettre l'accent sur la crise humanitaire traversée par le Yémen. Cette crise non reconnue par les parties concernées est le corollaire d'une conjoncture plus large. Rabat entend conserver une politique indépendante et pragmatique dans le contexte de la reconfiguration régionale du Moyen-Orient. Il l'a clairement montré lors de la crise entre l'Arabie Saoudite et le Qatar en maintenant une position de neutralité sans se rallier au blocus imposé au Qatar. Ce n'est pas un hasard si des 1,25 milliards de dollars promis par le Conseil de Coopération du Golfe à Rabat en 2012, seuls le Qatar et le Koweït ont tenu leurs engagements jusqu'à présent. L'Arabie Saoudite n'aurait déboursé que 868 millions de dollars, selon un rapport publié par le Trésor marocain en décembre 2018⁴¹. Par ailleurs, les tensions entre le Commandeur des Croyants et celui qui sera le gardien des Lieux Saints relèvent de la volonté de Rabat de se faire le chantre de l'islam « du juste milieu » comme alternative internationale au wahhabisme dans la région.

L'espace politique de la loyauté. L'Action du gouvernement et des partis politiques

- 22 Il s'agit d'interroger l'action et aussi et l'inaction du gouvernement et des partis politiques dans une conjoncture d'accentuation de l'hégémonie du Palais dans le champ politique.

Une action gouvernementale entravée dans un contexte de turbulences partisans

- 23 Dans un entretien diffusé sur *Medi1-TV*, le chef du gouvernement, El-Othmani affirmait que l'une des priorités de son cabinet était la mise en œuvre du processus de décentralisation que « le roi avait appelé de ses vœux dans 17 de ses discours »⁴². Quelques mois auparavant, devant l'Union nationale de la presse francophone, il confessait « qu'il ne s'était jamais senti isolé en raison du soutien du roi Mohammed VI, de son parti et de la majorité gouvernementale »⁴³. Ces déclarations ont fait d'El-Othmani l'homme du consensus. Sa principale fonction est de maintenir le PJD dans l'exécutif et s'assurer que la coalition gouvernementale est capable de surmonter ses

constantes luttes intestines. Les déclarations du chef du gouvernement semblent aussi indiquer que les politiques de l'exécutif répondent plus à la volonté royale de promouvoir certains projets que la mise en œuvre de son propre programme cohérent de gouvernement. Les processus de prise de décision semblent à nouveau dépendre des directives dictées par le Palais illustrant ainsi la bicéphalie du système politique dans le cadre duquel une monarchie hégémonique coexiste avec certains dispositifs démocratiques (Desrues et Hernando de Larramendi, 2011).

- 24 Les crises constantes du gouvernement ont entravé son action publique tout au long de l'année. Le remplacement rapide, début 2018, des ministres limogés fin 2017 en raison de leur gestion du *hirak*⁴⁴ n'a pas remis en cause l'équilibre de forces entre les différentes formations politiques.
- 25 Plusieurs facteurs sont à l'origine des crises gouvernementales qui se sont succédées tout au long de l'année. En premier lieu, l'hétérogénéité même du gouvernement, au sein duquel coexistent des formations de diverses tendances qui se regroupent autour des deux axes principaux de la vie partisane marocaine : l'axe idéologique (droite/gauche et conservateur/progressiste) et l'axe de proximité au Palais, représenté à la fois par l'opposition institutionnelle et les partis de l'administration contribuent à alimenter les crises (Parejo Fernández, 2018 ; Bennani-Chraïbi, 2013, 2019). Ainsi la notion même de dualité entre le gouvernement et l'opposition ne fonctionne que partiellement dans ce contexte politique très fragmenté. À titre d'exemple on peut citer l'alliance curieuse entre le RNI, le PAM et l'USFP en janvier 2018 durant les élections partielles de Nador et de Guercif où le soutien des deux premiers a donné l'occasion au parti de la rose de Driss Lachgar d'obtenir deux sièges supplémentaires lui permettant ainsi de consolider son groupe parlementaire au sein de la Chambre des Représentants⁴⁵ (il faut au moins 20 sièges pour pouvoir former un groupe). Le pacte entre le RNI, le PAM et l'USFP n'en demeure pas moins paradoxal : d'un côté, le RNI (parti de l'administration, traditionnel, libéral et modéré) est membre de la coalition gouvernementale ; d'un autre côté, le PAM – lui aussi parti de l'administration, porteur d'une idéologie libérale et progressiste –, se situe dans l'opposition gouvernementale ; et enfin, l'USFP (parti de l'opposition institutionnelle d'inspiration socialiste) est également membre du gouvernement (grâce aux soutiens des partis de l'administration durant les négociations de 2016). Par ailleurs, les crises gouvernementales successives s'expliquent aussi par la concurrence qui existe entre les partis politiques. Ces derniers non seulement s'efforcent d'obtenir des bénéfices électoraux face à leurs concurrents aux prochaines élections, mais cherchent aussi (et surtout) la faveur et la proximité du Palais.
- 26 Ainsi, tout au long de l'année s'est affirmé un processus de personnalisation de l'exécutif dans la mesure où les luttes entre les partis semblent dépendre plus de leurs secrétaires généraux qui, agissant comme des électrons libres, essayent de maintenir ou d'élargir leurs privilèges que d'organisations porteuses de projet politique. Il convient de souligner en ce sens et à titre d'exemple, la querelle entre le RNI et l'Union constitutionnelle (UC) en juin au sujet de la présidence du groupe parlementaire qu'ils partagent au sein de la Chambre des Représentants, conduisant l'UC à menacer de passer à l'opposition⁴⁶.

L'affaiblissement des partis et le triomphe de l'idéal technocratique

- 27 Dans le contexte d'un système de partis relativement stable (Storm, 2017 ; Szmolka, 2010 ; Szmolka et Moral, 2019), le fonctionnement de la scène politique ainsi décrite pourrait entraîner un délitement des partis. Deux phénomènes favorisent cette évolution : d'une part, l'étroite marge de manœuvre dont les formations politiques disposent au sein de gouvernements de coalition hétérogènes et fragmentés et, d'autre part, la logique technocratique dominante sur laquelle s'appuie le gouvernement depuis le début du règne de Mohammed VI⁴⁷. Comme le note Myriam Catusse (2008), l'État semble avoir été conquis par un personnel politique qui fonctionne selon la logique entrepreneuriale et qui s'attache à appliquer des principes d'efficacité et de compétence technique. C'est ainsi que la politique au Maroc se serait « dépolitisée » en faveur d'une vision renouvelée de la gouvernance, éloignée des conflits idéologiques et dont le seul et unique objectif serait de se mouler dans le modèle de « développement » tel que promu par le monarque. Un modèle de développement dirigé par « ceux qui savent » : hommes d'affaires, ingénieurs de diverses origines, mais qui ont en commun d'avoir accumulé des diplômes universitaires et le fait d'avoir dirigé d'importantes institutions administratives et politiques sous l'égide de Mohammed VI⁴⁸.
- 28 Ce modèle de gouvernance ne favorise donc pas les partis politiques en tant que formations capables de débattre d'idéologies et de proposer des programmes de politiques publiques. Au contraire, « la compétence et la connaissance » sont mises au service de l'État avec pour mission de résoudre non seulement les problèmes qui touchent la société marocaine, mais aussi de renouveler, une fois pour toute, la classe politique. Loin d'être nouvelle, cette logique, à l'œuvre depuis le règne de Hassan II, alimente les crises sociales et politiques que traverse le pays et affaiblit aussi bien les partis que le gouvernement.
- 29 De même, la perception par les citoyens marocains de l'absence d'exercice de leadership de la part des partis politiques a contribué à dégrader davantage leur image et à renforcer les logiques technocratiques du régime. Selon un rapport publié par l'*Arab Barometer* (2019), seuls 21 % des personnes enquêtées font confiance au parlement. Ce taux chute à 18 % en ce qui concerne les formations partisanes qui sont aussi les institutions les moins bien évaluées par l'opinion publique marocaine.

Repositionnement des partis politiques et recherche de nouveaux leaderships

- 30 Les partis politiques cherchent à augmenter leur visibilité à travers la réorganisation de leur leadership et de leur agenda en vue des prochaines élections (prévues pour 2021). Le RNI confirme son ambition de se placer en tête en multipliant les actes sur tout le territoire marocain⁴⁹ et en consolidant un programme proche de l'idéal monarchique d'esprit d'entreprise et d'améliorations sociales. De leur côté, le PAM et le PI ont essayé de se positionner vis-à-vis de l'opinion publique comme une opposition ferme et engagée, en s'appuyant notamment sur les ressources parlementaires. En janvier, par exemple, ils déposèrent ensemble une proposition de loi pour résoudre la question des retraites des parlementaires⁵⁰. Néanmoins, alors que l'Istiqlal optait pour une opposition plus modérée au gouvernement⁵¹, le PAM élevait le ton de ses déclarations en affichant son aversion envers le PJD avec lequel il existe une forte concurrence

parlementaire (Szmolka, 2018), sans oublier l'animosité qui a opposé son ancien secrétaire général Ilyas El Omari (qui a été démis de ses fonctions en mai 2018) à Aziz Akhannouch (RNI). Ces dernières inimitiés personnelles ont été mises en exergue par la presse : le 8 juin, le PAM a menacé de présenter une motion de censure au gouvernement⁵², alors que le lendemain l'hebdomadaire *Telquel* affirmait que, selon certaines rumeurs, Ilyas El Omari en personne serait derrière le slogan « Akhannouch dégage ! » scandé à Tanger⁵³. Cette inimitié apparente aurait pris fin après la démission de Ilyas El Omari le 8 mai⁵⁴, après des mois de confusion et son remplacement par Hakim Benchamach, désigné le 27 mai nouveau secrétaire général du PAM. L'élection d'Hakim Benchamach marque ainsi le début d'une nouvelle étape pour le parti du « tracteur », qui n'a pas réussi à se positionner comme une alternative au PJD et qui a été fortement critiqué pour sa gestion du *hirak* dans le Rif. Président de la Chambre des Conseillers, secrétaire général adjoint du PAM entre 2009 et 2012, et président du groupe parlementaire entre 2009 et 2015, Hakim Benchamach est issu de « l'aile rifaine » du PAM et originaire de la province d'Al Hoceima. Il a aussi été militant de Annahj Addimocrati (d'idéologie marxiste-léniniste) dans les années 1980, ce qui lui valut deux ans de prison. Sa désignation répond à la volonté de promouvoir une stratégie plus consensuelle dans le champ politique marocain, mais il n'est pas certain qu'elle réussisse à faire remonter la crédibilité du parti en vue des prochaines élections législatives⁵⁵.

- 31 Au-delà de la situation du PAM, la scène partisane a été marquée par plusieurs élections à la tête des partis politiques, qui toutefois ne signifient pas de rupture par rapport à la situation antérieure. Nabila Mounib⁵⁶ a été réélue à la tête du Parti Socialiste Unifié (PSU) en février ; trois mois plus tard en mai, ce fut le tour de Nabil Benabdellah (Parti du Progrès et du Socialisme-PPS)⁵⁷ ; puis en septembre Mohand Laenser se succède à lui-même au poste de secrétaire général du Mouvement Populaire (MP)⁵⁸. De même plusieurs changements à la tête de certaines administrations des formations politiques se sont produits. Au sein du PJD, la direction des Jeunesses partisans a vu la désignation de Mohammed Amekraz en lieu et place de Khalid El Boukarai (tous les deux fidèles de Benkirane)⁵⁹, alors que Jamila El Moussali, secrétaire d'État chargée de l'Artisanat, a été élu à la tête des sections féminines⁶⁰. L'Istiqlal a aussi renouvelé une partie de sa direction avec l'élection de Khadija Zoumi, ex-syndicaliste de l'UGTM, à la tête de l'organisation féminine du parti⁶¹, et de Chiba Mae El Ainine comme numéro deux du parti à la présidence du Conseil national, autrement dit le « parlement » du parti. Cette dernière désignation apporte une solution temporaire à la lutte des clans au sein de l'Istiqlal, en permettant d'éviter l'affrontement entre le candidat pro-Chabat, Nouredine Moudiane (soutenu par Nizar Baraka), et Rahhal Mekkaoui, soutenu par Hamdi Ould Rachid⁶².
- 32 Le PJD, après l'élection d'El-Othmani comme secrétaire général du parti, a cherché à préserver sa « stratégie de différenciation » par rapport au reste des formations politiques en mettant l'accent sur :
 - (a) la morale, le savoir-faire et l'engagement contre la corruption de ses membres ;
 - (b) la pratique démocratique au sein du parti ;
 - (c) la proximité avec les citoyens marocains issus de la classe moyenne (Tomé-Alonso, 2018; 2016b).
- 33 Cependant le retrait de Benkirane du devant de la scène politique et la marge de manœuvre étroite du PJD au gouvernement constitue un défi pour cette stratégie de

proximité. El-Othmani, moins charismatique et plus éloigné du populisme de son prédécesseur, s'efforce de transmettre une image de sérieux et de travail constant et de séparer les affaires gouvernementales de celles du parti. En effet, les interventions publiques et le ton d'Abdelilah Benkirane ont pu créer en 2018 des tensions au sein de la coalition gouvernementale. Ce fut le cas, lors de son intervention au congrès de la jeunesse du parti, le 3 février⁶³. Il en a profité pour mettre en exergue sa loyauté envers Mohammed VI et lancer des critiques et des accusations envers le PAM, le RNI et l'USFP⁶⁴. Ces accusations ont poussé les ministres du RNI et de l'USFP à s'absenter du conseil des ministres au cours des jours suivants⁶⁵. Outre le rôle prépondérant de Benkirane, les critiques ont émergé au sein de la Chabiba (Jeunesse) et d'autres organes du parti qui dénoncent les concessions excessives faites par le PJD pour se maintenir au pouvoir. Toutefois, cette cacophonie pourrait avantager à court terme le PJD en préservant une distinction informelle aux yeux de l'électorat entre les différentes factions internes du parti : une en charge des affaires du gouvernement et une autre plus critique envers le système politique. Dans tous les cas, l'objectif du PJD dans cette nouvelle étape serait triple :

- (a) maintenir l'unité du parti et son institutionnalisation face aux disparités, rivalités et ambitions personnelles (Desrues, 2017b) ;
- (b) maintenir son ascension électorale (Tomé-Alonso, 2016a) ;
- (c) préserver la capacité traditionnelle des partis islamistes de promouvoir la mobilisation partisane et des masses (Cimini, 2019 ; Azaola Piazza, 2019 ; Storm et Cavatorta, 2018 ; Hernando de Larramendi, 2013).

Prise de parole et défection : de la transformation des protestations à l'abandon de la politique

- ³⁴ Les mouvements protestataires « périphériques » de 2018 se situent dans le sillage de troubles sociaux (Hernando de Larramendi et Thieux, 2018) qui s'inscrivent dans un contexte de développement économique néo-libéral (Ramírez, 2017). Leur analyse permet également de souligner l'option autoritaire et répressive prise par le régime dans sa gestion « des marges » (Veguilla, 2011).

Évolution de la question sociale : prises de parole périphériques et défections embarrassantes

- ³⁵ Après la neutralisation des protestations dans le Rif (Desrues, 2018a), de nouveaux foyers de conflits ont surgi. Les protestations, qui ont commencé à Jerada fin 2017, se sont renforcées au cours de l'année suivante. En janvier, les autorités ont répondu en envoyant en visite officielle dans la région deux ministres, Aziz Rabbah⁶⁶ (ministre des mines, PJD) et Aziz Akhannouch⁶⁷ (agriculture, RNI), et en proposant, dans le même temps, une série de mesures (création d'une zone industrielle et d'un parc immobilier) financées par un effort budgétaire supplémentaire de la région⁶⁸. Cependant, non seulement les protestations ont continué mais elles se sont intensifiées après la mort d'un troisième mineur en février⁶⁹, incitant le ministre de l'Intérieur, Abdelouafi Laftit, à les interdire au cours du mois de mars⁷⁰. Les mouvements protestataires ont persisté revendiquant la mise en œuvre d'une alternative économique aux mines de charbon, la

réduction des coûts de l'électricité et de l'eau, ainsi que le lancement de poursuites contre « barons du charbon »⁷¹.

- 36 À partir du printemps 2018, nous assistons à un changement dans le répertoire d'action collective : le boycott passe au premier plan. L'appel anonyme lancé sur les réseaux sociaux le 20 avril invitait les marocains à ne pas acheter les produits de trois grandes entreprises, en l'occurrence – la société pétrolière Afriquia et son réseau de stations d'essence, le distributeur d'eau minérale Sidi Ali et la Centrale Danone des produits laitiers. Les propriétaires des deux premières sociétés ne sont autres qu'Aziz Akhannouch, ministre de l'agriculture et ami du roi, et Miriem Bensalah-Chaqroun, PDG des Eaux Oulmès et ancienne présidente de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), principale organisation patronale du Maroc. Ces derniers sont des symboles de la symbiose marocaine entre intérêts du monde politique et ceux du monde des affaires⁷². Centrale Danone, connue jusqu'en 2014 comme Centrale Laitière, est la première entreprise laitière du pays et appartient au groupe français Danone après l'achat de la majorité des actions en 1998 au Groupe ONA, principal holding royal.
- 37 Comme c'est souvent le cas, la première réponse des autorités a consisté à disqualifier la campagne de boycott sur un mode badin, le ministre de l'économie, Mohammed Boussaid qualifiant les boycotteurs « d'étourdis ». Cependant, le mouvement a vite gagné en influence, aidé en cela par le renchérissement des prix des carburants, après la libéralisation des prix en 2015 et la suppression des mécanismes de compensation des produits de base, dont les principaux bénéficiaires ont été les entreprises du secteur au détriment des consommateurs⁷³. Centrale Danone a essayé de prendre en compte les revendications de la campagne de boycott en abaissant le prix de ses produits au prix de revient mais sans réussir à redorer son image auprès des consommateurs. Le boycott a mis à mal les trois entreprises qui ont vu leurs ventes diminuer considérablement. Alors qu'Afriquia n'a pas publié ses résultats, Sidi Ali a reconnu « l'impact de la campagne de boycott » et une baisse de 17,8 % de son chiffre d'affaires par rapport à la même période en 2017⁷⁴, les ventes de Centrale Danone quant à elles ont chuté de 40 % entre avril et juin⁷⁵ avec des pertes qui s'élèvent à 178 millions d'euros⁷⁶.
- 38 Sur le plan politique, le boycott a précipité le départ du ministre de l'Économie, Mohammed Boussaid, et provoqué la démission du ministre des Affaires générales et de la Gouvernance, Lahcen Daoudi (celle-ci étant finalement rejetée par le monarque). Le limogeage de Boussaid pourrait être interprété comme un message lancé aux boycotteurs, dans la mesure où l'ex-ministre non seulement détenait un portefeuille crucial, mais appartient aussi au RNI, tout comme son secrétaire général et homme de confiance de Mohammed VI, Aziz Akhannouch, particulièrement touché par le boycott. Au-delà, Lahcen Daoudi (PJD) a failli aussi perdre son poste après avoir participé à un *sit-in* organisé face au Parlement en solidarité avec les ouvriers de la Centrale Danone. À la suite de l'avalanche de critiques, le ministre a présenté sa démission, mais le monarque l'a refusée⁷⁷. Néanmoins, celui qui était la cible principale du boycott, Aziz Akhannouch, est resté en place, confirmant une fois de plus son influence au sein de l'exécutif et le soutien du roi à sa personne.
- 39 De surcroît, la contestation marocaine a investi un nouvel espace : les stades de football. En effet, après qu'une jeune étudiante en droit, Hayat Belkacen⁷⁸ a été abattue par la Marine Royale marocaine, alors qu'elle tentait, dans une embarcation, de migrer

vers l'Espagne, des supporters de football n'ont pas hésité à reprendre, dans les stades, des chants et des slogans hostiles au régime. Ce sont d'abord les ultras du Moghreb Athletic de Tétouan (MAT), ville d'origine d'Hayat, qui ont entonné des chants de contestation. Dans le stade, l'hymne national marocain a été sifflé, des appels à « rejeter la nationalité marocaine » ont été scandés et des drapeaux espagnols déployés en signe de mépris envers l'État marocain. Ce type de contestation s'est ensuite vite propagé à d'autres villes. Agadir, Casablanca et Kenitra ont été, les jours suivants, le théâtre de nouvelles contestations accompagnées du déploiement de drapeaux espagnols et de slogans rejetant la nationalité marocaine et le service militaire obligatoire récemment instauré⁷⁹. La réponse policière a été partout implacable, comme le montrent les vidéos qui ont circulé sur les réseaux sociaux. On peut y voir les forces auxiliaires marocaines intervenir dans les stades pour faire taire les supporters. Ces protestations ont clairement exprimé le ras-le-bol de la jeunesse marocaine, sans espoir d'avenir, manquant de liberté (Desrués et Garcia de Paredes, 2019) et éloignée de la vie politique institutionnelle (Zerhouni, 2019 ; Desrués et Velasco Arranz, 2015).

- 40 La traversée du détroit de Gibraltar est devenue la principale voie d'accès à l'Europe pour les Marocains. Loin d'être un cas isolé, le décès de Hayat, fin septembre, a été suivi un mois plus tard, le 9 novembre, par un nouveau cas de violence perpétré par la Marine Royale contre une embarcation, opération qui s'est soldée par la blessure par balle d'un mineur de 16 ans près de la côte de Larache⁸⁰ (nord-ouest du pays).

Le prix de la prise de parole : le rôle central de la justice

- 41 Pour pouvoir interpréter ces événements, il faut s'attarder sur les technologies sécuritaires et coercitives utilisées par le régime marocain en 2018. Elles symbolisent la consolidation d'un autoritarisme renouvelé fondé sur les logiques implacables de la technocratie et de l'obligation de rendre des comptes, ainsi que sur une justice hautement instrumentalisée par le régime.
- 42 En effet, l'année a été marquée par quatre grands procès à caractère politique : celui des prisonniers du *hirak* ; le procès du journaliste Taoufik Bouachrine et directeur du quotidien *Akhbar Al-Yaoum* très critique envers le régime ; celui de la militante espagnole Helena Maleno, accusée d'avoir participé à des réseaux clandestins de trafics de personnes ; celui du journaliste Hamid Al-Mahdaoui, directeur du site d'information *Badil*, en raison de sa couverture des événements du Rif ; et celui du membre de la direction du parti islamiste PJD, Abdelali Hamieddine, accusé de meurtre.
- 43 Le procès le plus médiatisé fut sans aucun doute celui des détenus du *hirak* qui a repris en début d'année. Des 400 personnes arrêtées durant les révoltes du *hirak*, 54 d'entre elles sont transférées à la prison de Casablanca et risquent alors des condamnations de 20 ans de prison pour atteinte à la sécurité intérieure de l'État et pour avoir déstabilisé le pays⁸¹. Parmi les détenus se trouve Nasser Zafzafi, le leader médiatique de la contestation. Les condamnations prononcées en juin 2018, vont des sanctions pénales allant d'un an de détention avec le paiement d'une amende à des peines de 20 ans de prison ferme⁸². La réaction de la rue ne s'est pas fait attendre : quelques jours après le verdict, des manifestations massives se déroulent dans la capitale et les principales villes du pays pour exprimer leur solidarité avec les personnes condamnées⁸³. Un mois plus tard, à l'occasion de la fête de l'Aid Al-Adha, le roi Mohammed VI amnistie 188 détenus impliqués dans la contestation du *hirak*⁸⁴. Toutefois, ni Nasser Zafzafi, ni le

journaliste Hamid Al-Mahdaoui n'ont été libérés. Ce dernier a été condamné le 28 juin pour « ne pas avoir dénoncé un acte qui portait atteinte à la sécurité de l'État » à trois ans de prison⁸⁵.

- 44 Parmi les procès touchant des journalistes, celui de Taoufik Bouachrine a suscité de fortes polémiques. Accusé d'agressions sexuelles, ce dernier a été arrêté en février 2018. Sa détention a été perçue comme la volonté du régime de mener une chasse aux sorcières contre le quotidien *Akhbar al Yaoum* visant sa disparition en raison de son ton critique et de son positionnement politique proche de l'ex-chef du gouvernement Abdelilah Benkirane (PJD). La détention du journaliste et son procès qui s'est tenu symboliquement le 8 mars, lors de la journée de la femme, ont été fortement contestés. Au cours du procès plusieurs des 8 victimes nièrent avoir été impliquées et l'une d'entre elles a même été condamnée à six mois de prison pour avoir déclaré que la police l'avait forcée à porter plainte contre l'accusé⁸⁶. En novembre, le journaliste est finalement condamné à payer des indemnités très élevées aux victimes et se voit infliger une peine de 12 ans de prison pour viol et abus sexuels⁸⁷.
- 45 L'arrestation de Bouachrine s'était produite peu de temps après qu'il a été condamné dans un autre procès pour avoir diffusé de fausses informations sur le ministre de l'Agriculture, Aziz Akhannouch et sur le ministre de l'Économie de l'époque, Mohammed Boussaid. Ce dernier procès est intervenu à la suite de la publication d'un article écrit par Bouachrine accusant le binôme du RNI d'avoir modifié la Loi de Finances de 2016 permettant au ministère de l'Agriculture, dirigé par Akhannouch, d'avoir accès à la gestion exclusive du Fond Rural de Développement (avec un budget de 50 milliards de dirhams)⁸⁸ au détriment d'Abdelilah Benkirane, ex-chef du gouvernement, qui n'aurait plus droit de regard⁸⁹. Bouachrine a alors été condamné à payer 450 000 dirhams (environ 45 000 euros) de dommages et intérêts aux deux ministres RNI. Le jugement a fait l'objet d'un recours et finalement la sentence définitive prononcée en décembre de la même année a condamné la journaliste à payer presque trois fois la somme initiale, soit 1 400 000 dirhams (environ 130 000 euros)⁹⁰.
- 46 Enfin, il convient de rappeler qu'à la fin de l'année, Abdelali Hamieddine, qui venait d'être nommé secrétaire du parti de la région de Rabat-Salé-Kenitra⁹¹ et membre de la direction du PJD, a été poursuivi dans une affaire pour laquelle il avait déjà été jugé en 1993⁹². Hamieddine avait alors été condamné à deux ans de prison pour avoir participé à une rixe estudiantine entre islamistes et gauchistes qui s'était soldée par la mort d'un militant de gauche, Benaïssa Aït El Jid. Le dépôt d'une nouvelle plainte par les proches de la victime en 2017 a été jugé recevable par le juge d'instruction pour rouvrir le dossier⁹³ et déboucher sur un nouveau procès en décembre. Ce nouvel épisode arrive quelques mois après que le responsable politique islamiste a proféré de dures critiques contre la monarchie en la qualifiant « d'obstacle au développement du pays »⁹⁴, a embarrassé le PJD, et plus particulièrement Saadeddine El-Othmani, son secrétaire général et chef du gouvernement.

Conclusion

- 47 Après le départ de Benkirane en 2017, le PJD n'a pas su trouver un nouveau leadership. El-Othmani, de son côté, a consacré une bonne partie de son temps à essayer d'endiguer les crises internes du gouvernement et non à cultiver ses relations avec la base du PJD. Les crises gouvernementales ont entravé les possibilités d'action – pourtant limitées –

d'un cabinet prisonnier des batailles partisans et qui a dû se contenter de suivre les initiatives royales. La relative inaction de l'exécutif gouvernemental a confirmé le rôle secondaire de partis politiques dont la population marocaine se méfie et qui sont marginalisés par une technocratie de plus en plus dépolitisée (Bennani-Chraïbi, 2019). Le « champ de la loyauté » approfondit le fossé entre le régime et des secteurs de la société qui perdent progressivement l'espoir d'un changement réel, notamment parmi les jeunes.

- 48 Ainsi, au-delà de la politique institutionnelle, des voix se sont élevées contre la gestion politique du pays et les conséquences lourdes qui pèsent sur la population. Contrairement au Front commun du dénommé Printemps Arabe, les protestations de 2018 se sont caractérisées par leur « périphérisation », ainsi que par la diversification des registres du répertoire d'action collective. Malgré la désarticulation de ces mouvements, on y trouve des éléments communs : ils expriment tous le recours à la prise de parole et à la défection pour crier à haute voix ou de manière silencieuse leur mécontentement (Bennani-Chraïbi, 2019 : 490). Ainsi, le Rif n'a pas été le seul foyer de contestation. D'autres localités ont été le théâtre de manifestations comme Jerada ou Zagora. Par-delà des manifestations liées à des idiosyncrasies locales, on trouve aussi d'autres modes de contestation « déracinés » territorialement, mais bien ancrés collectivement tels que le boycott ou l'entonnement de chants hostiles au régime dans les stades de foot. Le mécontentement de la population se manifeste aussi à travers le regain de l'immigration clandestine marocaine vers l'Europe. Pour contrecarrer ces voix dissonantes, le régime a eu recours aux mêmes instruments coercitifs qu'auparavant : poursuites judiciaires et condamnations, mesures de dissuasion et de répression des forces de sécurité. Ces dernières ont vu leur rôle renforcé en 2018 avec l'instauration du service militaire obligatoire, ce qui pourrait signifier un retour à une gestion du pays bien plus sécuritaire que politique. À la lumière de ces événements nous constatons deux tendances opposées : d'un côté, un régime politique qui travaille à « dépolitiser » la gestion du pays en désamorçant son champ politique ; et de l'autre, des secteurs de la société, notamment les plus jeunes, qui empruntent les voies d'une politisation qui s'exprime hors des cadres institutionnels par la contestation et la défection vis-à-vis du système politique.

BIBLIOGRAPHIE

ABOUZZOHOOR Yasmina and TOME-ALONSO Beatriz, 2019, « Moroccan foreign policy after the Arab Spring: a turn for the Islamists or persistence of royal leadership? », *The Journal of North African Studies*, 24(3), p. 444-467. DOI:10.1080/13629387.2018.1454652.

AZAOLA PIAZZA Barbara, 2019, « The foreign policy of post-Mubarak Egypt and the strengthening of relations with Saudi Arabia: balancing between economic vulnerability and regional and regime security ? », *The Journal of North African Studies*, 24(3), p. 401-425. DOI: 10.1080/13629387.2018.1454650.

ARAB BAROMETER, 2019, Arab Barometer Wave V 2018-2019. <<https://www.arabbarometer.org/>>.

BENNANI-CHRAÏBI Mounia, 2019, *La scène partisane marocaine. De la lutte pour l'alternative à la lutte pour les mandats*, Habilitation à diriger des recherches en science politique, École normale supérieure – PSL, Université Paris.

BENNANI-CHRAÏBI Mounia, 2013, « L'espace partisan marocain : un microcosme polarisé ? », *Revue française de science politique*, 63 (6) p. 1163-1192. DOI : 10.3917/rfsp.636.1163.

BOGAERT Koenraad, 2018, *Globalized Authoritarianism Megaprojects, Slums, and Class Relations in Urban Morocco*, Minneapolis, Londres, University of Minnesota Press.

CASANI HERRANZ Alfonso, 2017, « Islamistas e izquierda en la oposición política marroquí : Un análisis de sus relaciones a través del estudio de al-Adl w-al-Ihsan », *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos (REIM)*, 23, p. 1-14. DOI: 10.15366/reim2017.23.001.

CATUSSE Myriam, 2008, « Le Temps Des Entrepreneurs ? », *Institut de recherche sur le Maghreb contemporain*, <<https://doi.org/10.4000/books.irmc.525>>.

CIMINI Giulia, 2019, « Parties in an era of change : membership in the (re)making of post-revolutionary Tunisia », *The Journal of North African Studies*, DOI: 10.1080/13629387.2019.1644918.

DESRUES Thierry et GARCIA DE PAREDES Marta, 2019, « Political and civic participation of young people in North Africa : behaviours, discourses and opinions », *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos (REIM)*, 26. DOI: <https://doi.org/10.15366/reim2019.26.001/11242>.

DESRUES Thierry, 2018a, « Le Maroc en 2017 : Gouverner la “Monarchie exécutive” » ou les logiques de l'autoritarisme », *L'Année du Maghreb*, 19, mis en ligne le 03 décembre 2018, consulté le 10 juin 2019, <<http://journals.openedition.org/anneemaghreb/4289>>, DOI : 10.4000/anneemaghreb.4289.

DESRUES Thierry, 2018b, « Authoritarian resilience and democratic representation in Morocco: Royal interference and political parties' leaderships since the 2016 elections », *Mediterranean Politics*, DOI: <<https://doi.org/10.1080/13629395.2018.1543038>>.

DESRUES Thierry, 2017a, « Le tahakkoum et la parlementarisation du régime politique marocain à l'aune des élections de 2016 », *L'Année du Maghreb*, 17, p. 285-309. mis en ligne le 13 novembre 2017, consulté le 1 juin 2019. <<http://journals.openedition.org/anneemaghreb/3291>>, DOI : 10.4000/anneemaghreb.3291.

DESRUES Thierry, 2017b, *El Partido Justicia y Desarrollo (PJD) en Marruecos (2011-2017). Teoría y praxis de gobierno*, Documento de trabajo : Fundación Alternativas, Observatorio de política exterior española (OPEX), 85/2017, <http://www.fundacionalternativas.org/public/storage/opex_documentos_archivos/>.

DESRUES Thierry, 2016, « Le PJD en ville, le PAM à la campagne. Le multipartisme marocain à l'épreuve de la bipolarisation », *L'Année du Maghreb*, 15, p. 87-111., mis en ligne le 21 décembre 2016, consulté le 10 mai 2019. <<http://journals.openedition.org/anneemaghreb/2901>>, DOI : 10.4000/anneemaghreb.2901.

DESRUES Thierry et VELASCO ARRANZ Ana, 2015, « Jóvenes y activismo político y social en el Magreb : los participantes en el Foro social mundial de Túnez en 2013 », *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos (REIM)*, 19, p. 15-39, <<http://dx.doi.org/10.15366/reim2015.19.002>>.

DESRUES Thierry et FERNÁNDEZ MOLINA Irene, 2013, « L'expérience gouvernementale du Parti de la Justice et du Développement : les islamistes au pouvoir ? », *L'Année du Maghreb*, 9, p. 345-365, mis en ligne le 21 octobre 2013, consulté le 06 mai 2019. <<http://journals.openedition.org/anneemaghreb/1954>> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.1954>.

DESRUES Thierry et HERNANDO DE LARRAMENDI Miguel, 2011, *Mohammed VI. Política y cambio social en Marruecos*, Almuzara, Córdoba.

FELIU Laura et PAREJO FERNÁNDEZ Maria Angustias, 2012, « Morocco : The Reinvention of an Authoritarian System », in *Political Regimes in the Arab World: Society and the Exercise of Power*, Londres, Routledge, p. 70-99.

FERNÁNDEZ MOLINA Irene, FELIU Laura et Miguel HERNANDO DE LARRAMENDI, 2018, « The “subaltern” foreign policies of North African countries : old and new responses to economic dependence, regional insecurity and domestic political change », *The Journal of North African Studies*, 24 (3), p. 356-375. DOI: 10.1080/13629387.2018.1454648.

FERNÁNDEZ MOLINA Irene, 2018, « ¿Está Marruecos desvinculándose de la Unión Europea? », in AIMÉ GONZALEZ Elsa et DOMINGUEZ DE OLAZABAL Itxaso, *Informe África. Dinámicas transfronterizas en un contexto globalizado*, Fundación Alternativas.

FERNÁNDEZ MOLINA Irene, 2017a, « EU and EU Member States’ Responses to the Arab Spring », in SZMOLKA Inmaculada (dir.) *Political Change in the Middle East and North Africa*, Edinburgh University Press.

FERNÁNDEZ MOLINA Irene, 2017b, « The European Neighbourhood Policy and EU-Maghreb Relations », in SCHUMACHER T., MARCHETTI A., DEMMELHUBER T. (dir.), *The Routledge Handbook on the European Neighbourhood Policy*, Abingdon et New York, Routledge.

FERNÁNDEZ MOLINA Irene, 2016, *Moroccan Foreign Policy under Mohammed VI, 1999-2014*, Routledge.

GOVANTES Bosco, 2018, « Is Morocco EU’s model student at ENP ? An analysis of democracy and human rights progress », *British Journal of Middle Eastern Studies*, <<https://doi.org/10.1080/13530194.2018.1549979>>.

HERNANDO DE LARRAMENDI Miguel, 2019, « Doomed regionalism in a redrawn Maghreb ? The changing shape of the rivalry between Algeria and Morocco in the post-2011 era », *The Journal of North African Studies*, 24(3), p. 506-531. DOI: 10.1080/13629387.2018.1454657.

HERNANDO DE LARRAMENDI Miguel, 2018, « Islam y política exterior: El caso de Marruecos », *Revista UNISCI*, 47, p. 85-103, DOI: <<http://dx.doi.org/10.31439/UNISCI-4>>.

HERNANDO DE LARRAMENDI Miguel et THIEUX Laurence, 2019, « Contestación y desequilibrios en el Magreb », *Notes Internacionals CIDOB*, 203, <https://www.cidob.org/ca/publicacions/series_de_publicacio/notes_internacionals>.

HERNANDO DE LARRAMENDI Miguel et TOME-ALONSO Beatriz, 2017, « The Return of Morocco to the African Union », in *IEMed Mediterranean Yearbook 2017*, Barcelona: IEMED, p. 229-232, <<http://www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxiusadjunts/anuari/med.2017>>.

HERNANDO DE LARRAMENDI Miguel, 2013, « El islamismo político y el ejercicio del poder tras el despertar árabe. Los casos de Egipto, Túnez y Marruecos », *Cuadernos de Estrategia*, 163, p. 77-116.

HIRSCHMAN Albert O., 1995, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, L’espace du politique.

MACÍAS AMORETTI Juan A., 2018, « Narratives of social change », *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos (REIM)*, 25, p. 1-11. DOI: 10.15366/reim2018.25.001.

MAGHRAOUI Driss, 2011, « Constitutional reforms in Morocco: between consensus and subaltern politics », *The Journal of North African Studies*, 16 (4), p. 679-699. DOI: 10.1080/13629387.2011.630879.

- MESSARI, Nizar, 2018, « Morocco's African Foreign Policy », *Future Notes MENARA Project*, 12, <<http://www.menaraproject.eu>>.
- PAREJO FERNÁNDEZ M^a Angustias, 2018, « Las élites políticas de la oposición institucional en Marruecos: una polifonía de voces sobre la monarquía », *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos (REIM)*, 25, p. 93-117, DOI: 10.15366/REIM2018.25.006.
- PAREJO FERNÁNDEZ M^a Angustias, 2015, « Cambio y límites en Marruecos : propuestas de reforma constitucional sobre el Gobierno », *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, 9, p. 23-44.
- PITKIN, Hanna F., 2013, *The concept of representation*, University of California Press.
- RAMÍREZ Ángeles, 2017, « Las otras Soualilyates: tierra y movilizaciones legítimas e ilegítimas en Marruecos », *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos (REIM)*, 23, p. 13-37, DOI: 10.15366/reim2017.23.002.
- SADDIKI Said, 2018, « Morocco's Foreign Policy Treads on the Shifting Sands of Africa », *Moroccan Institute for Policy Analysis (MIPA)*, <<https://mipa.institute/eng>>.
- STORM Lise et CAVATORTA Francesco, 2018, « Do Arabs not do parties ? an exploration and introduction », in CAVATORTA Francesco et STORM Lise, *Political Parties in the Arab World Continuity and Change*, Edinburgh, EUP.
- STORM Lise, 2017, « Parties and party systems change », in SZMOLKA Inmaculada, *Political change in the Middle East and North Africa*, Edinburgh: Edinburgh University Press.
- SZMOLKA Inmaculada et MORAL Lucía G.-del, 2019, «Una propuesta de tipología de sistemas de partidos para regímenes democráticos y autoritarios pluralistas. Su aplicación a los países del Magreb», *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, 168, p. 93-110, DOI:10.5477/cis/reis.168.93.
- SZMOLKA Inmaculada, 2018, « A real electoral duel between the P.J.D. and the P.A.M. ? Analysing constituency-level competitiveness in the 2016 Moroccan elections », *British Journal of Middle Eastern Studies*, DOI: 10.1080/13530194.2018.1447439.
- SZMOLKA Inmaculada, 2010, « Party system fragmentation in Morocco », *The Journal of North African Studies*, 15 (1), p. 13-37, DOI: 10.1080/13629380902727569.
- THIEUX Laurence, 2019, « The dilemmas of Algerian foreign policy since 2011 : between normative entrapment and pragmatic responses to the new regional security challenges », *The Journal of North African Studies*, 24 (3), p. 426-443. DOI: 10.1080/13629387.2018.1454651.
- TOMÉ-ALONSO Beatriz, 2018, « Party of Justice and Development: A Strategy of Differentiation », *Issue Brief*, 05.30.18, Rice University's Baker Institute for Public Policy, Houston, Texas. <<https://www.bakerinstitute.org/media/files/files/15d8882a/bi-brief-053018-cme-carnegie-morocco4.pdf>>.
- TOMÉ-ALONSO Beatriz, 2016, « El Partido de la Justicia y el Desarrollo (PJD) en la arena local: perfil sociodemográfico. La diferenciación como argumento político », *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos (REIM)*, 20, p. 145-170. DOI:10.15366/reim2016.20.008.
- TOMÉ-ALONSO Beatriz, 2016, « Morocco: Islamist Electoral Legitimacy Four Years after the Arab Spring », *IEMed Mediterranean Yearbook 2016*, Barcelona: IEMED, p. 91-94. <<http://www.iemed.org>>.
- VEGUILLA Victoria, 2011, « La gestion localisée de conflits "invisibles" les mobilisations socio-économiques des jeunes sahraouis à Dakhla », in AUFAUVRE Céline, EMPERADOR-BADIMON Montserrat, NAJAR Sihem, BENNAFLA Karine, *Marges, Normes et Ethique : Marges et marginalités au Maroc*.

L'anthropologie face aux nouveaux enjeux éthiques. Tunis, Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain.

ZERHOUNI Saloua, 2019, « Jeunes et politique au Maroc : les motifs de la non-participation institutionnelle », *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos (REIM)*, 26, p. 43-54, DOI: 10.15366/reim2019.26.003.

NOTES

1. . Souleiman Bencheikh, « Maroc : le clan El-Fassi », *L'Express*, 1er octobre 2011, <https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/maroc-le-clan-el-fassi_1036628.html>.
2. . *Le Monde*, « Dans le Sud marocain, des “manifestations de la soif” contre les pénuries d’eau », 13 octobre 2017, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/10/13/dans-le-sud-marocain-des-manifestations-de-la-soif-contre-les-penuries-d-eau_5200650_3212.html>.
3. . Kaouthar Oudrhiri, « Jerada. Colère de la population après le décès de deux mineurs de charbon », *Telquel*, 24 décembre 2017, <https://telquel.ma/2017/12/24/jerada-deux-mineurs-decedent-dans-un-puits-clandestin-d'extraction-de-charbon_1574192>.
4. . Ignacio Cembrero, « Mohammed VI, l’absentéisme déconcertant du roi du Maroc », *Orient XXI*, 23 octobre 2017, <<https://orientxxi.info/magazine/Mohammed-vi-l-absenteisme-deconcertant-du-roi-du-maroc,2052>>.
5. . *Défection et prise de parole* (Albert O. Hirschman, 1995 pour la traduction française), consacré au départ à l’analyse des comportements économiques des acteurs face à la théorie du choix rationnel, a laissé un legs important pour l’analyse de la recomposition du champ politique, dans la mesure où cette analyse prend en compte les interactions qui se produisent dans la sphère de la politique institutionnalisée et dans celle de la contestation, ainsi que leur incidence sur le comportement des acteurs. Face à une situation de changement qui a des conséquences sur leur bien-être quelles sont les circonstances qui les poussent à ne pas agir ou au contraire à prendre la parole et à essayer de changer les choses ?
6. . Ali Hamar, « Premier cercle : l’absence de Lalla Salma, sujet tabou pour la presse marocaine », *Le Desk*, 21 mars 2018, <<https://ledesk.ma/enoff/labsence-de-lalla-salma-sujet-tabou-pour-la-presse-marocaine/>>.
7. . Francisco Perejil, « El rey de Marruecos se apoya en su hijo y en su hermana menor tras la ausencia de su esposa », *El País*, 7 février 2019.
8. . Reda Zaireg, « Mohammed VI, le roi “virtuel” du Maroc », *Middle East Eye*, 30 mars 2018, <<https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/mohammed-vi-le-roi-virtuel-du-maroc>>.
9. . Discours prononcé dans le cadre de la « Fête du Trône » qui se tient chaque année le 30 juillet pour commémorer le couronnement du roi Mohammed VI en 1999, discours intégral en ligne : <<http://www.maroc.ma/fr/discours-royaux/sm-le-roi-adresse-un-discours-la-nation-loccasion-de-la-fete-du-trone-0>>.
10. . « Société : comment fonctionne le Registre social unique », *Médias24*, 29 novembre 2018, <<https://www.medias24.com/MAROC/SOCIETE/188005-Comment-fonctionnera-le-Registre-Social-Unique.html>>.
11. . *H24*, « INDH : tout sur le financement de la 3e phase », 20 septembre 2018, <<https://www.h24info.ma/actu/indh-tout-sur-le-financement-de-la-3e-phase/>>.
12. . *Le Desk*, « À Al Hoceima, Mohammed VI prononce un discours axé sur le social », 29 juillet 2018, <<https://ledesk.ma/2018/07/29/le-discours-du-trone-prononce-par-le-roi-al-hoceima-texte-integral/>>.

13. . *Telquel*, « Mohammed VI veut placer le service public au cœur du nouveau modèle de développement », 27 février 2018, <https://telquel.ma/2018/02/27/roi-veut-service-public-soit-au-coeur-du-nouveau-modele-developpement_1582094>.
14. . Jaouad Mdidech, « La reddition des comptes, un principe de gouvernance qui prend forme », *L'Economiste*, 17 août 2018, <<https://www.leconomiste.com/article/1032583-la-reddition-des-comptes-un-principe-de-gouvernance-qui-prend-forme>>.
15. . Elsa Walter, « Pourquoi la reddition des comptes, leitmotiv des discours royaux, est-elle la cause des limogeages ? », *Telquel*, 1^{er} août 2018, <https://telquel.ma/2018/08/01/pourquoi-la-reddition-des-comptes-leitmotiv-des-discours-royaux-est-elle-la-cause-des-limogeages_1605888>.
16. . RTL, « Accusé de torture, un dignitaire marocain va être décoré par la France », 14 février 2015, <<https://www.rtl.fr/actu/politique/accuse-de-torture-un-dignitaire-marocain-va-etre-decore-par-la-france-7776601863>>.
17. . *Jeune Afrique*, « Maroc : Hammouchi "à registre ouvert" avec les services espagnols », 3 novembre 2014, <<https://www.jeuneafrique.com/41306/politique/maroc-hammouchi-registre-ouvert-avec-les-services-espagnols/>>.
18. . Reda Zaireg, *op. cit.*
19. . François Soudan, « Les 50 Africains les plus influents – 21. Abdellatif Hammouchi », *Jeune Afrique*, 7 mai 2018, <<https://www.jeuneafrique.com/mag/553658/politique/les-50-africains-les-plus-influents-21-abdellatif-hammouchi/>>.
20. . La Rédaction, « La Direction de la sûreté des palais voit son champ d'intervention élargi », *Telquel*, 12 juillet 2018, <https://telquel.ma/2018/07/12/la-direction-de-la-surete-des-palais-voit-son-champ-dintervention-elargi_1602989>.
21. . Cette cérémonie célèbre chaque année les liens qui unissent le roi et le peuple, en souvenir de la déportation du 20 août 1953 du défunt roi Mohammed V, grand-père de l'actuel souverain, par les autorités françaises. Entre la date de sa déportation et son retour le 16 novembre 1955, le souverain obtient un fort soutien populaire et devient un symbole de la lutte pour l'indépendance du pays.
22. . Reda Zaireg, « Contre une jeunesse affranchie, le Maroc réimpose le service militaire », *Middle East Eye*, 26 août 2018, <<https://www.middleeasteye.net/fr/opinion/contre-une-jeunesse-affranchie-le-maroc-reimpose-le-service-militaire>>.
23. . La Rédaction, « Officiel : Mohammed VI en visite à Brazzaville », *Telquel*, 28 avril 2018, <https://telquel.ma/2018/04/28/officiel-mohammed-vi-en-visite-a-brazzaville_1592622>.
24. . Jonas Moulenda, « Le roi du Maroc passe Noël au Gabon », *Le Matin d'Afrique*, 24 décembre 2018, <<https://matindafrique.com/le-roi-du-maroc-passe-noel-au-gabon/>>.
25. . Amnesty International, « Marruecos : La incesante ofensiva contra miles de personas migrantes y refugiadas de origen subsahariano es ilegítima », 7 septembre 2018, <<https://www.amnesty.org/es/latest/news/2018/09/morocco-relentless-crackdown-on-thousands-of-sub-saharan-migrants-and-refugees-is-unlawful/>>.
26. . Reda Zaireg, « EXCLUSIF : Comment le Maroc arrête, maltraite et déplace de force les migrants subsahariens », *The Middle East Eye*, 24 septembre 2018, <<https://www.middleeasteye.net/fr/news/exclusif-comment-le-maroc-arrete-maltraite-et-deplace-de-force-les-migrants-subsahariens>>.
27. . Anne-Aël Durand, « Que contient (ou non) le pacte de Marrakech sur les migrations ? », *Le Monde*, 10 décembre 2018, <https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/12/10/que-contient-ou-non-le-pacte-sur-l-immigration-de-marrakech_5395440_4355770.html>.
28. . « Llegan a España por vías irregulares casi 35.000 migrantes más que el año pasado », *Europa Press*, 18 décembre 2018, <<https://www.europapress.es/epsocial/migracion/noticia-llegan-espana-vias-irregulares-casi-35000-migrantes-mas-ano-pasado-20181218154231.html>>.

29. . Francisco Perejil, « El éxodo de los jóvenes alarma a Marruecos », *El País*, 24 septembre 2018, <https://elpais.com/internacional/2018/09/21/actualidad/1537520424_204275.html>.
30. . Pedro Vallín, « Sánchez y Merkel tratan de tejer una alianza en torno a la inmigración », *La Vanguardia*, 11 août 2018, <<https://www.lavanguardia.com/politica/20180811/451280782639/sanchez-merkel-reunion-donana-inmigracion.html>>.
31. . Redacción, « Los ministros de Exteriores, Interior y Justicia viajan el jueves a Marruecos », *La Vanguardia*, 25 juin 2018, <<https://www.lavanguardia.com/politica/20180625/45403057471/los-ministros-de-exteriores-interior-y-justicia-viajan-el-jueves-a-marruecos.html>>.
32. . « International: Mohammed VI au centenaire de l'armistice », *Médias 24*, 11 novembre 2018, <<https://www.medias24.com/MAROC/INTERNATIONAL/187519-Le-Roi-Mohammed-VI-au-centenaire-de-l-armistice.html>>.
33. . Francisco Perejil, « Mohammed VI y Macron inauguran en Marruecos un tren de alta velocidad », *El País*, 15 novembre 2018.
34. . Ordonnance du Tribunal Européen, « Recours en annulation – Accord de partenariat entre l'Union et le Royaume du Maroc dans le secteur de la pêche – Protocole fixant les possibilités de pêche prévues par cet accord – Acte de conclusion – Applicabilité desdits accord et protocole au territoire du Sahara occidental et aux eaux adjacentes – Absence de qualité pour agir – Irrecevabilité », 19 juillet 2018, <<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=204281&pageIndex=0&doclang=fr&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=1073671>>.
35. . *Le Monde*, « Le roi du Maroc appelle à un dialogue “direct et franc” avec l'Algérie », 6 novembre 2018, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/07/le-roi-du-maroc-appelle-a-un-dialogue-direct-et-franc-avec-l-algerie_5379982_3212.html>.
36. . Célébration annuelle qui rappelle la marche que le roi Hassan II organisa le 6 novembre 1975 et à laquelle participèrent des milliers de marocains, pour contraindre l'Espagne à se défaire de la colonie du Sahara Occidental et pouvoir annexer le territoire.
37. . *France 24*, « Saad Hariri, Mohammed VI et MBS affichent leur complicité sur un selfie », *France 24*, 10 avril 2018, <<https://www.france24.com/fr/20180410-saad-hariri-mohammed-vi-mohammed-ben-salmane-mbs-selfie-paris>>.
38. . Hoda Saliby, « Les dessous du gel des relations entre le Maroc et l'Iran », *Le Courrier International*, <<https://www.courrierinternational.com/article/les-dessous-du-gel-des-relations-entre-le-maroc-et-l-iran>>.
39. . Omar Kabbadj, « Golfe, Iran, Yémen, Sahara, UMA... Bourita fait le point sur Al Jazeera », *Telquel*, 24 janvier 2019, <https://telquel.ma/2019/01/24/golfe-iran-yemen-sahara-uma-bourita-fait-le-point-sur-al-jazeera_1626234/?utm_source=tq&utm_medium=normal_post>.
40. . La Rédaction, « En tournée dans les pays arabes, MBS "boycotte" le Maroc », *Telquel*, 23 novembre 2018, <https://telquel.ma/2018/11/23/en-tournee-dans-les-pays-arabes-mbs-boycotte-le-maroc_1619225>.
41. . Giorgio Cafiero, « Mounting tensions between Morocco and Saudi Arabia », *Middle East Institute*, 5 mars 2019, <<https://www.mei.edu/publications/mounting-tensions-between-morocco-and-saudi-arabia>>.
42. . Leïla Hallaoui, « El Othmani défend “la bonne foi” de son équipe dans une émission spéciale », *HuffPost Maghreb*, 2 novembre 2018, <https://www.huffpostmaghreb.com/entry/el-othmani-defend-la-bonne-foi-de-son-equipe-dans-une-emission-speciale_mg_5bdc0af7e4b01ffb1d00efa8>.
43. . La Rédaction, « Entre autosatisfaction et statistiques choisies, El Othmani présente son bilan de mi-mandat », *Telquel*, 24 avril 2019, <https://telquel.ma/2019/04/24/entre-autosatisfaction-et-statistiques-choisies-el-othmani-presente-son-bilan-de-mi-mandat_1636218/?utm_source=tq&utm_medium=normal_post>.
44. . Anas Doukkali (PPS) a été nommé ministre de la Santé, Abdelahad El Fassi Fihri (PPS) ministre du Logement et Saïd Amzazi (MP) ministre de l'Éducation. Voir : La Rédaction, « Qui sont

les nouveaux ministres nommés par Mohammed VI ? », *Telquel*, 22 janvier 2018, <https://telquel.ma/2019/02/20/le-maroc-signe-la-declaration-de-bruxelles-pour-lutter-contre-le-rechauffement-climatique_1629103/>.

45. . Jassim Ahdani, « Élections partielles : soutenu par le PAM et le RNI, l'USFP sauve la mise et reconstitue son groupe parlementaire », *Telquel*, 18 novembre 2018, <https://telquel.ma/2018/01/05/elections-partielles-soutenu-pam-rni-lusfp-sauve-mise-reconstitue-groupe-parlementaire_1575486>.

46. . Jassim Ahdani, « Les députés UC menacent de rejoindre l'opposition », *Telquel*, 1 juin 2018, <https://telquel.ma/2018/06/01/les-deputes-uc-menacent-de-rejoindre-lopposition_1596074>.

47. . Reda Zaireg, « Maroc : les politiques sont morts, vive les technocrates ! », *The Middle East Eye*, 30 janvier 2018, <<https://www.middleeasteye.net/opinions/maroc-les-politiques-sont-morts-vive-les-technocrates-1333508400>>.

48. . *Ibid.*

49. . Jassim Ahdani, « Deux millions d'emplois d'ici 2025, esprit d'entreprise, hôpitaux de proximité... les promesses du RNI », *Telquel*, 25 février 2018, <https://telquel.ma/2018/02/25/deux-millions-demplois-dici-2025-esprit-dentreprise-hopitaux-de-proximite-les-promesses-du-rni_1581828>.

50. . Jassim Ahdani, « Parlement : une proposition de loi pour sauver de la faillite le régime de retraite des députés », *Telquel*, 27 janvier 2018, <https://telquel.ma/2018/01/27/parlement-proposition-loi-sauver-faillite-caisse-retraite-deputes_1578097>.

51. . Jassim Ahdani, « Nizar Baraka : "l'Istiqlal est passé du soutien absolu à un soutien critique" au gouvernement », *Telquel*, 7 mars 2018, <https://telquel.ma/2018/03/07/nizar-baraka-listiqlal-est-passe-du-soutien-absolu-a-un-soutien-critique-au-gouvernement_1583068>.

52. . Jassim Ahdani, « Le PAM compte ses soutiens pour une motion de censure contre le gouvernement », *Telquel*, 8 juin 2018, <https://telquel.ma/2018/06/08/le-pam-compte-ses-soutiens-pour-une-motion-de-censure-contre-legouvernement_1597447>.

53. . Yassine Majdi, « "Akhannouch dégage", le slogan qui révèle une guerre larvée entre le PAM et le RNI », *Telquel*, 9 juin 2018, <https://telquel.ma/2018/06/09/akkhanouch-degage-slogan-revele-guerrelarvee-pam-rni_1597994>.

54. . Samir El Ouardighi, « Pam : Ilyas El Omari confirma sa démission du secrétariat général et ouvre la voie à sa succession », *Médias 24*, 8 mai 2018, <<https://www.medias24.com/MAROC/NATION/POLITIQUE/182807-PAM-Ilyas-El-Omari-confirme-sa-demission-du-secretaire-general.html>>.

55. . Reda Zaireg, « Maroc : Hakim Benchamach, le nouveau patron consensuel du PAM », *Middle East Eye*, 27 mai 2018, <<https://www.middleeasteye.net/reportages/hakim-benchamach-le-nouveau-patron-consensuel-du-pam-1961999329>>.

56. . Amine Asmal, « La réélection de Nabila Mounib à la tête du PSU », *Le 360*, 4 février 2018, <<http://fr.le360.ma/politique/la-reelection-de-nabila-mounib-a-la-tete-du-psu-154527>>.

57. . *LesEco.ma*, « Nabil Benabdellah réélu pour un troisième mandat », 13 mai 2018, <<http://www.leseco.ma/maroc/66320-nabil-benabdellah-reelu-pour-un-troisieme-mandat.html>>.

58. . Jules Crétois, « Maroc : Mohand Laenser briguera finalement un 9e mandat à la tête du Mouvement populaire », *Jeune Afrique*, 26 septembre 2018, <<https://www.jeuneafrique.com/635067/politique/maroc-mohand-laenser-briguera-finalement-un-9e-mandat-a-la-tete-du-mouvement-populaire/>>.

59. . Issam El Yadari, « Un poulain de Benkirane à la tête de la Jeunesse du PJD », *Le Desk*, 4 février 2018, <<https://ledesk.ma/encontinu/un-poulain-de-benkirane-la-tete-de-la-jeunesse-du-pjd/>>.

60. . Nadia Lamlili, « Maroc : Jamila El Moussali, la "féministe islamiste" du PJD », *Jeune Afrique*, 7 mai 2018, <<https://www.jeuneafrique.com/558087/politique/maroc-jamila-el-moussali-la-feministe-islamiste-du-pjd/>>.

61. . Mohammed Boudarham, « Khadija Zoumi, une syndicaliste à la tête des istiqlaliennes », *Telquel*, 25 juin 2018, <https://telquel.ma/2018/06/25/khadija-zoumi-une-syndicaliste-a-la-tete-de-lorganisation-de-la-femme-istiqlalienne_1600316>.
62. . Mohammed Boudarham, « Portrait : Chiba Mae El Ainine, numéro 2 de l'Istiqlal par consensus », *Telquel*, 24 avril 2018, <https://telquel.ma/2018/04/24/portrait-chiba-mae-el-ainine-numero-2-de-listiqlal-par-consensus_1592145>.
63. . Bilal Mousjid, « Les raisons du comeback virulent d'Abdelilah Benkirane », *Telquel*, 5 février 2018, <https://telquel.ma/2018/02/05/les-raisons-du-come-back-benkirane-ses-phrases-assassines_1579262>.
64. . *Ibid.*
65. . La Rédaction, « Le RNI et l'USFP ont-ils boycotté le Conseil du gouvernement ? », *Telquel*, 8 février 2018, <https://telquel.ma/2018/02/08/ministres-rni-usfp-etranagement-absents-du-conseil-du-gouvernement_1579689>.
66. . Jassim Ahdani, « Aziz Rebbah, Benkhadra (ONHYM) et Hafidi (ONEE) à Jerada pour tenter de calmer le "Hirak" », *Telquel*, 3 janvier 2018, <https://telquel.ma/2018/01/03/aziz-rebbah-benkhadra-onhym-et-hafidi-onee-a-jerada-pour-calmer-le-hirak_1575288>.
67. . Jassim Ahdani, « Aziz Akhannouch attendu ce vendredi à Jerada », *Telquel*, 19 janvier 2018, <https://telquel.ma/2018/01/19/aziz-akhannouch-attendu-aujourd'hui-jerada_1577004>.
68. . *Jeune Afrique*, « Maroc : série de mesures pour Jerada, agitée par des manifestations », 10 février 2018, <<https://www.jeuneafrique.com/529595/politique/maroc-serie-de-mesures-pour-jerada-agitee-par-des-manifestations/>>.
69. . *Middle East Eye*, « Third coal miner death in Morocco sparks mass protest », 2 février 2018, <<https://www.middleeasteye.net/news/third-coal-miner-death-morocco-sparks-mass-protest>>.
70. . Bilal Mousjid, « Voici les raisons qui ont poussé le gouvernement à interdire les manifestations à Jerada », *Telquel*, 19 mars 2018, <https://telquel.ma/2018/03/19/gouvernement-trois-raisons-exploquent-linterdiction-manifs-jerada_1584644>.
71. . Farid El Mohammadi, « Protests over Morocco's "death mines" rage on despite intimidation », *Middle East Eye*, 21 mars 2018, <<https://www.middleeasteye.net/news/protests-over-moroccos-death-mines-rage-despite-intimidation>>.
72. . Théa Ollivier, « Au Maroc, un boycott surprise contre la vie chère », *Libération*, 5 juin 2018, <https://www.liberation.fr/planete/2018/06/05/au-maroc-un-boycott-surprise-contre-la-vie-chere_1656798>.
73. . Jihanne Gattioui, « Les conclusions phare de l'enquête parlementaire », *LesÉco.ma*, 14 mai 2018, <<http://www.leseco.ma/economie/66330-les-conclusions-phare-de-l-enquete-parlementaire.html>>.
74. . Victor Bérenger, « Boycott au Maroc : le résultat des Eaux minérales d'Oulmès en chute de 88 % au premier semestre », *Jeune Afrique*, 21 septembre 2018, <<https://www.jeuneafrique.com/633001/economie/boycott-au-maroc-le-resultat-des-eaux-minerales-doulmes-en-chute-de-88-au-premier-semestre/>>.
75. . Malik Drissi, « Les ventes de Centrale Danone ont baissé de 40% entre avril et juin », *Tel Quel*, 27 juillet 2018, <https://telquel.ma/2018/07/27/les-ventes-de-central-danone-ont-baisse-de-40-entre-avril-et-juin_1605216/?utm_source=tq&utm_medium=normal_post>.
76. . *Jeune Afrique*, « Maroc : le boycott aura coûté 178 millions d'euros à Danone », 19 février 2019, <<https://www.jeuneafrique.com/737259/economie/danone-des-resultats-annuels-en-berne-au-maroc-en-raison-du-boycott-de-2018/>>.
77. . Francisco Perejil, « El Gobierno de Marruecos, atrapado en el fracaso », *El País*, 15 juillet 2018, <https://elpais.com/internacional/2018/07/11/actualidad/1531300973_844434.html>.
78. . Soufiane Sbity, « Hayat B., 20 ans, tuée par la Marine royale, était étudiante en droit à Martil », *Le Desk*, 26 septembre 2018, <<https://ledesk.ma/encontinuhayat-22-ans-tuee-par-la>>.

marine-royale-etait-etudiante-en-droit-martil<https://ledesk.ma/encontinu/hayat-22-ans-tuee-par-la-marine-royale-etait-etudiante-en-droit-martil/>>.

79. . Francisco Peregil, « Los ultras marroquíes agitan la protesta contra el Estado en los estadios de fútbol », *El País*, 10 octobre 2018, <https://elpais.com/internacional/2018/10/06/actualidad/1538779468_520645.html>.

80. . *Jeune Afrique*, « Maroc : la Marine royale tire sur une embarcation de migrants », 10 octobre 2018, <<https://www.jeuneafrique.com/642991/societe/maroc-la-marine-royale-tire-sur-une-embarcation-de-migrants/>>.

81. . Charlotte Brozonnet, « Au Maroc, l'interminable procès de la révolte du Rif », *Le Monde*, 9 février 2018, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/02/09/au-maroc-le-hirak-en-proces_5254234_3212.html?xtmc=hirak&xtcr=21>.

82. . Charlotte Brozonnet, « Au Maroc, lourdes peines pour les manifestants du Rif », *Le Monde*, 27 juin 2018, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/06/27/au-maroc-lourdes-peines-pour-les-manifestants-du-rif_5321700_3212.html?xtmc=hirak&xtcr=14>.

83. . *EFE*, « Miles de personas protestan en Rabat contra las condenas a líderes rifeños », 15 juillet 2018, <<https://www.efes.com/efe/espana/mundo/miles-de-personas-protestan-en-rabat-contra-las-condenas-a-lideres-rifenos/10001-3691771>>.

84. . *Le Monde*, « Maroc : 188 personnes ayant participé à la révolte du Rif graciées par le roi », 21 août 2018, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/08/21/le-roi-du-maroc-gracie-onze-manifestants-du-rif_5344735_3212.html?xtmc=hirak&xtcr=11>.

85. . *Le Monde*, « Trois ans de prison pour un journaliste marocain qui a couvert les manifestations du Rif », 29 juin 2018, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/06/29/trois-ans-de-prison-pour-un-journaliste-marocain-ayant-couvert-les-manifestations-du-rif_5322998_3212.html>.

86. . Francisco Peregil, « Condenado a 12 años de cárcel el director de un diario en Marruecos », *El País*, 10 novembre 2018, <https://elpais.com/internacional/2018/11/10/actualidad/1541830429_226360.html>.

87. . Francisco Peregil, « Condenado a 12 años de cárcel el director de un diario en Marruecos », *El País*, 10 novembre 2018, <https://elpais.com/internacional/2018/11/10/actualidad/1541830429_226360.html>. Cette dernière condamnation est intervenue avec un jour de différence avec la condamnation des neuf participants aux manifestations de Jerada (nord-ouest du pays), avec des peines qui ont oscillé entre trois et cinq ans de prison. Voir : *Jeune Afrique*, « Maroc : des peines de prison pour neuf manifestants dans l'ex-cité minière de Jerada », *Jeune Afrique*, 9 novembre 2018, <<https://www.jeuneafrique.com/661477/societe/maroc-des-peines-de-prison-pour-neuf-manifestants-dans-lex-cite-mini-ere-de-jerada/>>.

88. . Ce sont des fonds accordés par le monarque depuis 1992 pour le développement rural et la réduction des disparités territoriales entre des zones rurales et urbaines.

89. . Kenza Filali, « Taoufik Bouachrine condamné à verser 450 000 DH à Akhannouch et Boussaid », *Le Desk*, 13 février 2018, <<https://ledesk.ma/enoff/taoufik-bouachrine-condamne-verser-450-000-dh-akhannouch-et-boussaid/>>. H24 Info, « Tout ce que vous devez savoir sur la discorde Benkirane-Akhannouch », 23 octobre 2015, <<https://www.h24info.ma/maroc/politique/tout-ce-que-vous-devez-savoir-sur-la-discorde-benkirane-akhannouch/>>.

90. . *Jeune Afrique*, « Maroc : Taoufik Bouachrine condamné à verser 130 000 euros aux ministres Akhannouch et Boussaid », 6 décembre 2018, <<https://www.jeuneafrique.com/679104/societe/maroc-amende-alourdie-pour-le-journaliste-taoufik-bouachrine/>>.

91. . *H24 Info*, « Rabat : Abdelali Hamieddine élu secrétaire régional du PJD », 26 mars 2018, <<https://www.h24info.ma/actu/rabat-abdelali-hamieddine-elus-secrtaire-regional-pjd/>>.

92. . *Le Monde*, « Maroc : ouverture du procès controversé d'un dirigeant du parti islamiste », 26 décembre 2018, <<https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/26/maroc-ouverture-du>>.

proces-controverse-d-un-dirigeant-du-parti-islamiste_5402295_3212.html?
xtmc=hamieddine&xtcr=2>.

93. . *Ibid.*

94. . Fahd Iraqi, « Maroc : Hamieddine embarrasse le PJD devant la monarchie », *Jeune Afrique*, 17 juillet 2018, <<https://www.jeuneafrique.com/595141/politique/maroc-hamieddine-embarrasse-le-pjd-devant-la-monarchie/>>.

INDEX

Mots-clés : Chronique Maroc, 2018

AUTEURS

MARTA GARCIA DE PAREDES

Doctorante et chercheure au IESA-CSIC (Cordoue).

BEATRIZ TOMÉ-ALONSO

Professeure à l'Université Loyola Andalucía (Séville) et membre du GRESAM